

Conseil de cabinet à la Primature : L'ÉTAT AU SECOURS DES PETITS ÉPARGNANTS

Le traditionnel Conseil de cabinet s'est tenu hier à la Primature sous la conduite du Premier ministre Modibo Kéita. Deux points étaient à l'ordre du jour, à savoir une communication écrite relative à la synthèse des conclusions et recommandations de l'Étude pour la mise en place d'un Mécanisme de refinancement durable des systèmes financiers décentralisés au Mali ; et une communication écrite relative au Programme de restructuration et de mise à niveau des entreprises industrielles.

À la fin des travaux, le ministre de l'Économie numérique et de la Communication, Porte-parole du gouvernement, a précisé que le premier dossier a été présenté par le ministre des Investissements et du Secteur privé, Me Mountaga Tall a expliqué que les systèmes financiers décentralisés, communément appelés micro-crédit, ont pour vocation et mission de contribuer à la réduction de la pauvreté dans notre pays en apportant un soutien financier aux personnes qui



Le ministre Tall a expliqué à la presse les décisions prises lors de la rencontre

ont de faibles revenus. "Mais une évaluation à mi-parcours laisse entrevoir de nombreuses difficultés portant sur la gouvernance, sur la baisse des activités des crédits et même sur des faillites. Or, il n'est pas question pour l'État de laisser ces épargnants perdre

leurs maigres ressources. Nonobstant les difficultés rencontrées, il faut veiller à ce que le projet des systèmes financiers décentralisés puisse continuer à opérer pour soutenir ceux qui ont de faibles revenus. C'est pour cette raison qu'un certain nombre

de pistes ont été envisagées pour voir laquelle choisir de façon à ce que le projet puisse se perpétuer. Dans ce cadre, il a été proposé la création d'un Fonds national de micro-finance comme première option. La deuxième étant la création d'une société de gestion des fonds à statut de société anonyme. La troisième option proposée est le recours à une structure déjà existante pour gérer les fonds de refinancement. C'est cette dernière option qui a été retenue par le Conseil de cabinet mais avec une recommandation très forte du Premier ministre : faire tout pour assainir le secteur avant

d'injecter de nouveaux fonds. Et c'est au prix de cet assainissement que nous pourrions aller vers un système financier décentralisé plus efficace et qui pourrait bien atteindre les objectifs qui lui sont fixés", a détaillé le Porte-parole du gouvernement.

Par ailleurs, Me Mountaga Tall a indiqué que le deuxième dossier a été porté par le ministre en charge du Développement industriel. À ce propos, il a rappelé que l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), à un certain moment, initié dans l'ensemble des États membres ces types de projets. "Là aussi, il s'agissait d'appuyer les structures d'appui-conseil aux industries pour leur permettre de mieux jouer leur rôle dans l'amélioration du climat des affaires, dans la contribution à l'amélioration de la balance commerciale des différents pays. Mais là aussi, il se pose aujourd'hui la nécessité d'un nouveau programme. Et ce nouveau programme a pour vocation

de moderniser le secteur industriel, d'améliorer l'emploi dans les différents pays concernés et de faire en sorte que l'industrie apporte une contribution plus forte dans la balance commerciale des différents pays", a-t-il expliqué.

Le ministre a aussi annoncé que le Conseil de cabinet a validé les propositions faites par le ministre en charge du dossier. À ce niveau aussi, le chef du gouvernement a particulièrement insisté sur le fait que l'État doit se cantonner dans ses fonctions régaliennes : créer un cadre propice aux affaires, faire de telle manière que le climat des affaires se développe, créer également tout l'accompagnement nécessaire.

"Cependant, il appartiendra aux industries, elles-mêmes, de financer un tel projet", a tenu à préciser le Porte-parole du gouvernement.

M. KEITA

Coopération Mali - Suisse : 60 MILLIARDS DE FCFA SUR UNE PÉRIODE DE 4 ANS

De 2017 à 2020, la Suisse mobilisera un budget annuel de 12 milliards de Fcfa dans le cadre de sa nouvelle stratégie d'intervention dans notre pays

Mettre les journalistes au parfum de la nouvelle stratégie de coopération suisse au Mali. C'était l'objet de la conférence de presse organisée mercredi, par le bureau de la coopération suisse dans notre pays. Le point de presse, co-animé par le directeur général du développement et de la coopération suisse, l'ambassadeur Manuel Sager et la directrice résidente de la coopération suisse, Béatrice Meyer, a également enregistré la présence de plusieurs membres du staff de la coopération helvétique au Mali.

L'exercice est intervenu quelques instants après la clôture des rencontres partenariales entre experts suisses et maliens. Selon la représentation diplomatique helvétique, ces rencontres ont permis d'évoquer le bilan 2012-2016 de l'intervention suisse au Mali avant de planter le décor de la nouvelle stratégie 2017-2020.

Dans le fragile contexte engendré par la crise de 2012, les responsables de la coopération suisse se sont réjouis des résultats atteints grâce à l'engagement flexible de leur pays qui a su adapter son intervention aux évolutions de la situation. La Suisse a contribué à l'effort collectif en faveur du développement durable du pays. C'est ainsi que ses zones d'intervention ont connu une augmentation des récoltes de l'ordre de 20%. Dans le domaine de l'éducation, une centaine de jeunes talibés sortant

de l'école coranique ont reçu des formations pour leur insertion professionnelle, 300 comités de gestion scolaire ont été renforcés, 120 centres de scolarisation accélérée ont été mis en place dans les zones affectées par la crise. Cet engagement sera renforcé avec plus d'implication dans les régions prioritaires de Tombouctou, Mopti et Sikasso.

La mise en œuvre de la nouvelle stratégie de coopération se base sur une action intégrée des différents instruments de la politique étrangère suisse qui tourne autour de la coopération au développement, l'aide humanitaire et la politique de paix. Aux domaines d'interventions existants seront greffées d'autres priorités nées ou préventives de la crise. Ainsi, le secteur du développement rural va s'élargir à la sécurité alimentaire, du fait qu'environ un quart de la population se trouve en situation d'insécurité alimentaire chronique. Quant au volet de l'éducation de base, il prendra en compte la formation professionnelle pour adapter les offres de formation aux besoins du marché de l'emploi et à l'amélioration de la qualité des enseignements. La gouvernance, elle, comprendra les exigences de paix et de cohésion sociale pour renforcer une société malienne capable de construire un vivre ensemble, dans le cadre d'un dialogue national inclusif, piloté par des institutions légitimes.

Pour les quatre prochaines années, la Suisse mobilisera un

budget annuel de 12 milliards de Fcfa dans le cadre de l'enveloppe budgétaire générale prévue pour la période 2017-2020 qui est d'environ 60 milliards de Fcfa.

Les responsables de la coopération suisse ont reconnu et déploré le peu de visibilité des interventions de leur pays au Mali. Mais ils l'expliquent par le fait que la Suisse travaille avec des partenaires locaux qui sont, le plus souvent, les exécutants directs des projets. Mais elle entend dorénavant éproucher des voies et moyens pour accentuer la communication à ce niveau. Et les journalistes sur place ont été sollicités pour leur accompagnement.

L. ALMOULOU

Conférence d'entente nationale : LES SUGGESTIONS DU PATRONAT

L'organisation de la Conférence d'entente nationale (CEN) est prévue pour ce mois de mars. En prélude, le président de la commission préparatoire de l'événement, le Pr Baba Akhbi Haidara, poursuit ses consultations des forces vives de la Nation pour recueillir leurs attentes. C'est dans ce cadre qu'il a reçu, hier dans l'après-midi, au bureau du Médiateur de la République, une délégation du Conseil national du patronat du Mali (CNPM), conduite par Mamadou Sinsy Coulibaly.

L'objectif global de la Conférence d'entente nationale est d'instaurer un débat approfondi et inclusif entre toutes les composantes de la Nation malienne sur les causes profondes du conflit. Cette conférence permet-

tra ainsi de traiter, entre autres, de la problématique de l'Azawad, problématique désormais dénuée de toute connotation de projet politique à caractère séparatiste ou ethnique. Le résultat final attendu est la production d'une Charte pour la paix, l'unité et la réconciliation.

À l'issue de la rencontre, le président du CNPM a confié avoir, avec les membres de la commission préparatoire de la Conférence d'entente nationale, échangé sur l'unité nationale, la paix et la fraternité pour faire du Mali un pays où il fait bon vivre. S'agissant du rôle que le Patronat pourrait jouer dans l'organisation de l'événement, Mamadou Sinsy Coulibaly a estimé qu'au-delà du CNPM, c'est toute la société civile qui doit

faire bloc derrière le chef de l'État, parce que la Nation est en péril. « Le président de la République doit sentir qu'il y a des hommes derrière lui, parce que jusqu'à présent, il n'a pas encore senti le peuple malien derrière lui pour la résolution de la crise du Nord.

Tous les jours, on conteste sa légitimité, c'est la démocratie qui permet cela, certes, mais dépassons ces clivages politiques, réglons le problème du Nord, mettons le président de la République en confiance. Cela lui permettra d'écouter le peuple malien et de faire rêver le peuple malien », a conseillé le patron des patrons maliens.

Et Mamadou Sinsy Coulibaly d'ajouter que si Ibrahim Boubacar Keita rassure et qu'il y a de l'es-

chandise vers une coopération sur la capacité de production, et des contrats d'ingénierie vers l'investissement et les opérations en capitaux. "Ces changements fourniront un nouvel élan et de nouvelles opportunités au développement durable de l'Afrique", a-t-il affirmé. "Nous devons accélérer le travail et entreprendre davantage de projets de coopération", a noté M. Wang.

La Chine a été l'ami le plus sincère de l'Afrique dans sa quête d'indépendance et de libération nationale, et elle sera également son partenaire le plus fiable dans l'accélération de l'industrialisation et de la modernisation agricole, en promouvant sa capacité pour se développer par soi-même, a ajouté M. Wang.

(Source : Xinhua)

M. SIDIBÉ